Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

273 | Janvier-Juin

Coexistence des mondes ruraux et des agricultures

La politique fait-elle pousser les arbres ? Essai d'interprétation des permanences et mutations de la gestion forestière en Tunisie (1881-2016)

Sophie Bouju, Jean Gardin et Laurent Auclair

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7762>

DOI : 10.4000/com.7762

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2016

Pagination : 221-248

ISBN : 979-10-300-0065-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Sophie Bouju, Jean Gardin et Laurent Auclair, « La politique fait-elle pousser les arbres ? Essai d'interprétation des permanences et mutations de la gestion forestière en Tunisie (1881-2016) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 273 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/7762> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.7762>

La politique fait-elle pousser les arbres ? Essai d'interprétation des permanences et mutations de la gestion forestière en Tunisie (1881-2016)¹

Sophie Bouju, Jean Gardin
et Laurent Auclair²

Située dans le Nord-Ouest tunisien, la Khroumirie est un massif montagneux de faible altitude (carte n° 1), qui présente un milieu original, caractérisé par un couvert forestier important (photo n° 1) et un climat méditerranéen humide (jusqu'à plus de 1 500 mm de précipitations moyennes annuelles), au sein d'un pays principalement marqué par les contraintes de l'aridité.

Cela se traduit par des enjeux environnementaux particulièrement importants, qui se focalisent sur des ressources naturelles pour lesquelles la région joue un rôle majeur au niveau national : d'une part, l'eau et d'autre part, les ressources forestières, auxquelles nous allons nous intéresser, notamment le bois et le liège, dans le contexte d'un déficit national croissant en matière de produits forestiers (Daly Hassen, 1997).

1. Ce texte retravaille les éléments conclusifs d'une observation au long cours, menée, parfois conjointement, parfois séparément par les auteurs, de 1991 à 2014 dans le cadre de divers programmes, notamment au début de la période, les programmes DYPEN (Dynamique des populations et environnement) et DYPEN II (Premier ministère de la Tunisie/ORSTOM/MAE), puis le programme « La gestion des ressources naturelles du local au global : dynamique environnementale, pratiques et représentations paysannes et impact des politiques publiques de part et d'autre du Sahara, en Tunisie (Khroumirie) et au Niger (Boboye et Zarnaganda) » (financement Agence universitaire de la Francophonie), qui vient de donner lieu à la rédaction d'un ouvrage (Bouju, 2016a), dont sont extraites la plupart des illustrations de cet article, enfin le programme « Démocratie et territoires : Les enseignements de l'élection à l'Assemblée nationale constituante tunisienne » (financement CNRS/Fondation Hans Seide).

2. Sophie Bouju, Université Bordeaux Montaigne, PASSAGES-UMR 5319-CNRS, sbouju@u-bordeaux-montaigne.fr, Jean Gardin, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, LADYSS-UMR 7533-CNRS, Jean.Gardin@univ-paris1.fr ; Laurent Auclair, Laboratoire Population Environnement Développement (UMR 151 AMU-IRD), laurent.auclair@ird.fr

Carte 1 - Localisation de la Khroumirie au nord de la Tunisie

La problématique est généralement posée dans les termes suivants, notamment par les forestiers qui s'alarment des évolutions du couvert végétal : les ressources forestières seraient surexploitées par les populations locales dans un contexte de forte pression démographique³, entraînant déboisement et érosion accélérée, avec une menace également pour les ressources en eau suite à l'envasement des barrages.

C'est ce constat, dont la validité est d'ailleurs loin d'être établie (Bouju *et al.*, 2016), qui justifie une politique forestière très coercitive, limitant de façon drastique les usages autorisés de la forêt par ses habitants. Mais dans les faits, cela n'empêche pas les multiples usages de la forêt, qui occupent, dans un contexte de précarité, une place stratégique essentielle dans les

3. La Khroumirie est caractérisée par des densités de population parmi les plus fortes de Tunisie, atteignant 92 hab./km² en 1994 (Bouju, 1997), ce qui représente une valeur très élevée pour une région rurale forestière dont les superficies cultivables et les potentialités agricoles sont très limitées. Ainsi, la population rapportée à la surface agricole utile atteignait des densités de près de 300 hab./km² de SAU en 1994, correspondant à une surface cultivable en sec moyenne de 1,8 ha par ménage. Ces densités sont néanmoins déclinantes, puisqu'elles ont connu une diminution de -0,45 % par an entre 1994 et 2004 et -1,36 % entre 2004 et 2014, aboutissant à des densités de 77 hab./km² et 250 hab./km² de SAU en 2014 (Bouju, 2016b).

logiques de survie des populations locales. Ces usages se font par conséquent presque totalement de façon illicite, ce qui n'est guère propice, comme nous le montrerons, à une gestion rationnelle et durable des ressources forestières. C'est pourquoi une réflexion a été menée par la Direction des forêts sur la façon d'impliquer les populations dans la gestion des ressources à travers la mise en place de structures participatives.

**Photo 1 - La forêt, omniprésente, laisse peu de place pour les terres cultivées.
Vue sur le douar Zghadia à l'ouest de l'imadat Aïn Snoussi
(cliché : S. Bouju, mai 1995)**

Nous allons dans un premier temps mettre en évidence les implications d'une législation forestière héritée de la période coloniale puis nous analyserons les conflits d'acteurs qui en résultent en termes de gestion des ressources forestières, avant de mettre en avant les enjeux et les difficultés de la mise en place des structures destinées à surmonter ces conflits.

I - Les implications de la législation forestière héritée de la période coloniale

Les forêts tunisiennes font l'objet d'une gestion étatique depuis 1881. Le Code forestier tunisien actuel reste encore très proche de la législation forestière qui s'est mise en place progressivement au cours de la période coloniale et qui

a été largement inspirée par le Code forestier français. Or, c'est en Khroumirie que son application a été la plus précoce et la plus contraignante pour les populations locales, en particulier concernant l'interdiction de défrichement. En effet, dans un contexte de croissance démographique accélérée à partir de 1950 et d'exiguïté des terroirs cultivés, l'extension des surfaces défrichées a été considérablement limitée par la surveillance de l'administration forestière. Alors que la population a été multipliée par 2,2 entre les années 1950 et les années 1990 dans l'ancien Caïdat d'Ain Draham, la superficie des terres labourables n'a augmenté que de 7,7 % (Bouju, 1997). À titre de comparaison, les défrichements agricoles ont touché près de 1,5 million d'hectares à l'échelle nationale sur la même période, correspondant à une augmentation de près de 30 % de la superficie cultivée. Le début de la période coloniale a même été marqué en Khroumirie par une progression sensible des superficies forestières, comme le montre l'analyse comparée de cartes topographiques à différentes dates. Ainsi, dans le secteur forestier de Tebainia-Atatfa, les superficies boisées seraient passées de moins d'un tiers de la superficie totale en 1882 à 70 % en 1930 et 71 % en 1958 (Ben Miloud et Gammar, 2005).

La constitution du domaine forestier a suivi une logique simple : constituer en Khroumirie un bastion imprenable de terres domaniales, quitte à céder aux appétits coloniaux des terres forestières moins rentables, sur les piémonts, ou dans les massifs montagneux de la dorsale tunisienne (Gardin, 2004). Cette logique s'est poursuivie après l'Indépendance, défendue par un corps de métier arc-bouté sur un territoire acquis de manière peu claire au début du xx^e siècle et appuyé par une législation foncière favorable. C'est ainsi que les forestiers, pour mieux conserver leur contrôle sur les forêts khroumires, ont lâché du lest dans les autres régions boisées⁴. Ce fut le cas notamment à l'occasion des nombreux déclassements qui ont eu lieu entre 1920 et 1940 au profit de la colonisation agricole, mais cela s'est traduit aussi par une surveillance moins stricte des massifs forestiers dans les autres régions. Ainsi, en 1927, sur les 75 agents métropolitains des eaux et forêts détachés en Tunisie, 41 étaient postés en Khroumirie (*ibid.*). Le calcul du ratio personnel/superficie met bien en évidence le traitement spécifique des forêts khroumires, qui en 1898 comptaient déjà un employé pour environ 3 000 ha, contre un employé pour 10 000 ha dans les forêts de Gafsa ou du Kef. Le contraste dans l'encadrement des forêts est plus net encore en 1930, puisqu'en Khroumirie, un employé surveillait 1 500 ha environ, contre un employé pour 8 000 ha dans les forêts du Kef et un employé pour 23 000 ha dans les forêts de Gafsa. De même, on

4. Voir Gardin (2016) pour un descriptif détaillé de cette stratégie « du bastion », mettant en évidence deux échelles de gestion des forêts tunisiennes, présentes dès l'origine et qui se sont maintenues tout au long de la période coloniale, avec, d'une part, la Khroumirie, seule forêt productive susceptible d'attirer les convoitises pour son liège, et d'autre part le reste du pays (voir carte n° 2).

peut souligner une progression à deux vitesses de l'équipement des massifs forestiers en pistes, pare-feu et maisons forestières, entre la Khroumirie et le reste des forêts tunisiennes. L'action exemplaire de la Direction générale des forêts se limita donc à la seule Khroumirie, rendue rentable par l'exploitation du liège.

Stratégiquement, les forestiers⁵ s'assurèrent tout d'abord la maîtrise précoce du terrain, avant que les enjeux fonciers ne les mettent en concurrence avec le colonat agraire. Ils placèrent alors au centre de leur système défensif le bastion khroumir à défendre coûte que coûte. Sur les marges, ils désignèrent quelques avant-postes (les principaux massifs montagneux du pays) et un glacis de protection (l'ensemble des piémonts, conçus dès le départ comme l'espace des futurs affrontements). Au cours des manœuvres d'accaparement foncier des années 1915-1956, le glacis fut envahi, les avant-postes endommagés, mais le bastion subsista.

1 - Les enjeux liés aux forêts de Khroumirie au début de la période coloniale

Grâce à leur expérience métropolitaine et algérienne, les services forestiers français percurent rapidement l'intérêt de s'assurer prioritairement la gestion des forêts khroumires. Il s'agit des forêts les plus rentables car elles contiennent de grandes quantités de liège exploitable, et l'expérience algérienne a démontré que ce liège suscitait des convoitises importantes chez les entrepreneurs privés européens. En s'assurant le contrôle de la Khroumirie, les services forestiers coloniaux pensaient préserver rationnellement la ressource et s'assurer des rentrées financières importantes.

Dès 1881, la Résidence française a demandé l'envoi d'officiers forestiers « pour reconnaître les forêts de Khroumirie, en estimer les ressources et

5. Les Services forestiers de la régence française en Tunisie étaient relativement mal dotés en personnels et ont dû, comme en Indochine ou en Algérie, composer avec un manque chronique de moyens (voir infra). Cause et conséquence de ce phénomène, les services forestiers coloniaux n'ont jamais eu très bonne presse auprès des élèves de l'École forestière de Nancy. Les lauréats du concours d'ingénieur choisissaient donc en priorité des postes situés en métropole, les colonies ne recevant que les moins bien classés des élèves. Cela n'a pas empêché par contre des partages d'expériences entre foreries coloniales, notamment au Maghreb où l'expérience algérienne a formé les convictions d'un Henri Lefebvre, premier directeur du Service des forêts tunisien au début de la colonisation. L'expérience algérienne a joué, trente ans plus tard, le même rôle dans la carrière de Paul Boudy, directeur des forêts marocaines sous les ordres du maréchal Lyautey. La période post-coloniale n'a en rien constitué une rupture de ce point de vue, et aujourd'hui encore, la Tunisie, dénuée d'école forestière de haut niveau (l'Institut sylvo-pastoral de Tabarka forme uniquement des techniciens supérieurs), envoie ses futurs ingénieurs en France (ENGREF), en Belgique (Faculté des sciences agronomiques de Gembloux) ou au Maroc (École nationale forestière d'ingénieurs/Rabat-Salé).

rechercher les mesures à prendre pour les protéger » (Direction des forêts, 1931). Une mission forestière est arrivée en Tunisie en décembre 1882, et malgré la mauvaise saison et l'absence de routes, a parcouru immédiatement la Khroumirie centrale et orientale. Il est frappant de constater que les recommandations de cette mission ne s'appliquaient qu'aux forêts khroumires, les seules jugées intéressantes du point de vue de la production⁶. La Direction des forêts a été créée dès 1884, ainsi que la première circonscription forestière, celle d'Ain Draham comprenant la Khroumirie entière, avant la création d'une 2^e circonscription comprenant le reste des forêts tunisiennes.

L'action rapide des forestiers évoque presque une campagne militaire dans une guerre de mouvement, où le positionnement rapide des troupes assure un avantage stratégique important. Les enjeux sont doubles : il s'agit, d'une part, d'assurer la présence des droits de l'État sur le territoire avant l'arrivée des colons européens, et d'autre part, d'assurer rapidement la mise en exploitation des forêts les plus rentables.

2 - L'appropriation des forêts par l'État et la mise en place de la législation forestière

La période pré-coloniale était caractérisée en Tunisie, dans une large mesure, par l'appropriation communautaire des forêts, même si le pouvoir de Tunis a renforcé son contrôle sur la forêt à partir du xvi^e siècle. Dans une grande partie du pays, l'ordre tribal était marqué par la création de finages où les ressources forestières étaient un des supports de l'organisation agraire. Avec l'épisode colonial, le Code forestier français a franchi la Méditerranée et modifié radicalement la carte foncière et l'exploitation forestière⁷. Par une série de décrets qui ont progressivement étendu les attributions légales de la Direction des forêts, l'État est devenu propriétaire et gestionnaire des boisements soumis au régime forestier⁸. Cette appropriation repose avant tout sur des arguments rationnels s'appuyant sur la notion de bien public. C'est ainsi que le décret du 4 avril 1890 portant sur la délimitation et l'immatriculation des forêts du domaine supprime pratiquement tous les droits de propriété et d'usage antérieurs sur l'ensemble des bois et forêts, en précisant que « les forêts domaniales de la Régence sont déjà et deviendront dans l'avenir, par

6. Les recommandations ne mentionnent que pour mémoire les produits à tirer des autres massifs forestiers.

7. Le décret du 23 novembre 1915 établit un corps de législation forestière largement inspiré du modèle français.

8. « Ensemble des règles spéciales s'appliquant aux forêts [...], dans le but d'en assurer la protection, la conservation et l'exploitation rationnelle et aussi de garantir aux usagers l'exercice légal de leurs droits » (Code forestier chap. I, art. 2).

suite des travaux importants de mise en valeur qui y ont été exécutés, une source de revenus pour l'État » et que « leur conservation est nécessaire à l'intérêt général, tant au point de vue du climat qu'au point de vue de la régularisation du régime des eaux et de la conservation des sources », d'où la nécessité de leur immatriculation pour asseoir de manière définitive la propriété de l'État. Cependant, les demandes d'immatriculation devant être examinées par les tribunaux mixtes immobiliers instaurés par la loi foncière de 1885, la procédure s'est avérée extrêmement longue. C'est pourquoi une procédure de délimitation rapide du Domaine forestier a été prévue par le décret du 22 juillet 1903, avec la mise en place de commissions de délimitation : si la propriété définitive de l'État pouvait attendre quelques décennies pour être assurée, la définition du territoire sur lequel les services forestiers devaient exercer leurs prérogatives était une opération plus urgente. Ce sont donc ces commissions, créées dans chaque gouvernorat, qui ont procédé à la délimitation de l'ensemble du domaine forestier tunisien, reportée sur des cartes au 1/20 000^e, qui servent aujourd'hui encore de référence. Cette procédure rapide a ainsi permis de passer provisoirement par-dessus les problèmes de l'immatriculation définitive puisqu'un décret du 18 juin 1918 a donné un statut à ces terres non immatriculées mais délimitées. L'immatriculation n'a pas été rendue caduque, puisque les forêts doivent encore aujourd'hui faire l'objet de réquisitions, mais elles sont présumées appartenir à l'État. Par conséquent, l'ensemble des produits économiques des forêts revient à la Direction des forêts qui en assure la gestion.

Les droits d'usage ont été quasiment abrogés par le décret du 4 avril 1890, niant ainsi, à quelques exceptions près, tous les droits préexistants, qui relevaient de traditions orales et de coutumes non écrites. Ces droits d'usage, tels qu'ils ont été fixés par les travaux des commissions de 1903, se limitent le plus souvent au ramassage du bois, au pâturage et à la culture de certaines parcelles forestières. Mais ces droits ont connu des restrictions de plus en plus importantes⁹ à chaque nouveau décret destiné à les recenser : tout se passe comme si les droits d'usage, censés être établis par écrit, ressurgissaient régulièrement dans la législation comme de véritables diables. Par ailleurs, le décret du 13 septembre 1934, entièrement consacré aux droits d'usage afin de les définir d'une manière identique dans toutes les forêts de Tunisie, montre bien que ces droits d'usage¹⁰ sont considérés comme une simple tolérance. Les

9. Par exemple, le décret du 28 février 1920 charge la Direction des forêts de dresser chaque année la liste des cantons forestiers ouverts au pâturage. Le décret du 5 juillet 1923 introduit une nouvelle restriction aux droits d'usage, dans un objectif de lutte contre les incendies, en instaurant un principe de responsabilité collective des groupes indigènes, qui sont condamnés à perdre leurs droits d'usage s'ils ne dénoncent pas les coupables et s'ils ne participent pas à la lutte contre les flammes.

10. Droit au bois, droit au pâturage, droit aux produits non ligneux pour usage domestique et droit à la culture des parcelles inscrites aux cartes des commissions de 1903.

produits forestiers concernés restent propriété de l'État et peuvent être vendus au risque de léser les populations titulaires de ces droits, puisque le texte précise que « les sessions temporaires par les services forestiers de concessions sur la glandée, la collecte d'essences aromatiques etc. ne saurait donner lieu à un paiement quelconque des familles disposant de droits d'usage ».

Au-delà de cet accaparement étatique du sol forestier et de ses produits, il faut aussi parler de monopole sur le savoir qui en légitime la gestion, avec notamment une dépossession des savoirs sur la forêt découlant de la définition du liège comme principal produit forestier. Ce sont des formes nouvelles d'organisation de l'espace qui ont pénétré les forêts tunisiennes et un ensemble de représentations du monde social, dominées par deux éléments : une méfiance vis-à-vis des agro-pasteurs, perçus uniquement comme des prédateurs de l'espace forestier, et une confiance absolue dans la gestion étatique des forêts.

Enfin, l'application de la législation forestière passe par des moyens policiers qui ont été mis à la disposition des gardes forestiers dès le décret du 20 août 1886, qui précise qu'ils sont armés, assermentés et habilités à dresser des procès-verbaux. Le décret du 23 novembre 1915 indique leurs prérogatives : ils ont la qualité d'officiers de police judiciaire et ont le droit de perquisitionner les domiciles des suspects et de constater les délits¹¹.

3 - La poursuite de cette politique après l'Indépendance

L'intérêt des forestiers pour la Khroumirie, région « à vocation forestière », ne s'est pas démenti après l'indépendance. Dans le prolongement de la politique forestière du protectorat, l'État tunisien a assuré le développement du réseau de pistes et l'entretien des maisons forestières, ainsi que la continuité de la politique d'aménagement, de reboisement et d'exploitation forestière¹². La Tunisie indépendante a donc poursuivi la politique forestière coloniale et renforcé le rôle de l'administration forestière, consacrant le monopole étatique sur la forêt. Le premier code forestier promulgué par la Tunisie indépendante en 1966 fut tout aussi dur et plus jacobin encore que l'ensemble des décrets antérieurs.

11. Les principaux délits énoncés sont les suivants : déplacements de bornes foncières, extraction de matériaux sans autorisation, récolte de liège, labours et défrichements, construction de bâtiments d'habitation, et pâturage sur mise en défens.

12. Le liège est une des principales productions des forêts khroumires. La production, inférieure en moyenne à 50 000 quintaux par an dans les années 1920, est passée à 110 000 quintaux par an pour la période 1972-1975 puis 93 300 quintaux entre 1991 et 2000 et 75 000 quintaux par an en 2009 (FAO, 2010).

La continuité se manifeste tout d'abord dans le maintien des structures administratives forestières et dans la formation des forestiers. La permanence est frappante également en ce qui concerne la police des délits (ainsi, les principaux délits définis dans le décret de 1915 sont repris dans le code forestier de 1966, puis de 1993) et les règles de l'exploitation forestière : ainsi les conditions d'exploitation des produits forestiers dont les bases ont été posées dans le décret de 1915, sont reprises mot pour mot dans les codes forestiers de 1966 et 1993.

Mais la continuité est frappante surtout dans l'idéologie, avec en particulier la même méfiance des forestiers à l'égard des usagers des forêts. La République est même allée plus loin que les services forestiers coloniaux, comme l'illustre une mesure spectaculaire que les forestiers français n'avaient jamais pu obtenir : l'interdiction de l'élevage caprin, promulguée dès juillet 1957 et maintenue jusqu'en 1969. Par ailleurs, pour mieux marquer la légitimité de l'action étatique sur les forêts, c'est en 1966 qu'un véritable Code forestier voit le jour, reprenant pour l'essentiel les différentes législations coloniales, avec même certaines dispositions moins favorables aux populations locales. En effet, d'un point de vue foncier, on note un retour en arrière, puisque l'État indépendant a renoncé à la tentative d'apurement foncier qui avait marqué la fin de l'épisode colonial et est revenu à la délimitation du Domaine forestier reposant sur le travail des commissions de 1903, sans aucune prise en compte des revendications paysannes. Par ailleurs, le Code forestier de 1966 puis celui de 1993 reconduisent la définition du régime forestier datant de 1935, mais avec une extension spatiale des terres relevant de ce régime forestier, en intégrant des terres « à vocation forestière », à lui soumettre, notamment en cas de risque d'érosion. Enfin, les mêmes mesures sont reconduites (interdiction des défrichements, reboisements, responsabilité collective des usagers dans la lutte contre les incendies, restriction des droits aux pâturages), avec même de nouvelles restrictions des droits d'usage¹³, qui sont limités aux familles enregistrées comme titulaires de ces droits en 1903 et qui deviennent subordonnés aux plans d'aménagement forestier nouvellement institués. Le code de 1993 revient à nouveau sur la question des droits d'usage, pour restreindre une nouvelle fois la catégorie des usagers, puisque les habitants qui résident dans une zone située à moins de cinq kilomètres des forêts et dont les droits d'usage ont été reconnus conformément aux dispositions de l'ancien code ne sont titulaires de droits d'usage que pour une période transitoire de cinq ans (article 38).

De plus, certaines tolérances qui existaient à l'époque coloniale disparaissent des codes forestiers post-coloniaux, comme le recours à certains

13. En dehors de l'interdiction de l'élevage des chèvres déjà signalé.

écobuages encadrés dans le cadre des activités agricoles et pastorales. À l'inverse, les entrepreneurs privés sont favorisés par la nouvelle législation, puisque les adjudicataires dans la distillation des plantes aromatiques se voient bénéficier des mêmes assouplissements que la législation coloniale avait accordés aux entrepreneurs adjudicataires dans le charbonnage pour faciliter leur travail.

4 - Les conséquences : un décalage entre le droit et les usages et une déresponsabilisation des populations locales

Dans les faits, la législation forestière extrêmement coercitive est inapplicable sur le terrain et la loi n'est pas respectée, pour des raisons que nous détaillerons par la suite, d'où un décalage entre le droit et les usages.

Cette politique a conduit aussi à un processus de « dé-territorialisation » sur l'espace forestier en privant les communautés rurales de leurs droits collectifs¹⁴ sur l'espace sylvopastoral et en accélérant la désintégration des formes coutumières de régulation (Auclair, 1998). Cela se traduit par une déresponsabilisation des populations en matière de gestion forestière, qui est perceptible dans le discours contradictoire des paysans, qui exprime l'impuissance de gérer et de maîtriser le devenir de la forêt, et l'impossibilité de concevoir qu'il puisse en être autrement. Il est fréquent qu'une personne affirme successivement au cours du même entretien : « La forêt risque de disparaître » puis « ça repousse toujours » (Bénévise, 1998), exprimant peut-être par-là que ce n'est pas vraiment son problème. L'absence de responsabilité collective se traduit aussi, chez de nombreuses personnes, par l'idée que « le forestier empêche que la forêt soit détruite par les autres », limitant ainsi la surenchère des compétitions individuelles et garantissant une certaine égalité entre les usagers pour l'accès aux ressources.

II - Les conflits d'acteurs liés à la gestion des ressources forestières

1 - L'antagonisme entre les objectifs de l'exploitation forestière étatique et les objectifs des populations locales liés aux multiples usages des ressources forestières

Depuis plus d'un siècle, deux logiques s'opposent : d'une part, la logique de l'administration forestière, représentation *quasi* militaire de l'État, avec un

14. On entend par droits collectifs des populations sur l'espace forestier, le droit de réglementer l'usage et de transformer la ressource, les droits d'exclusion et d'aliénation (Sandberg, 1994).

objectif de production de bois et de liège et de protection des forêts, reposant sur la vision d'une forêt monofonctionnelle et sur une approche « technicienne » de la gestion ; d'autre part, la logique « vivrière » du paysan khroumir qui entend utiliser les multiples ressources disponibles sur l'ensemble de l'espace agrosylvo-pastoral. Le rapport de pouvoir qu'entretiennent les populations locales et le service forestier, principalement autour du contrôle et de l'appropriation de l'espace, parcourt en filigrane l'ensemble des problématiques concernant l'environnement et le développement de la région.

A - Une exploitation forestière étatique dont les bénéfices échappent en grande partie à la population locale

L'exploitation forestière officielle est orientée principalement vers la production de quelques ressources, notamment le liège et le bois.

L'exploitation des produits forestiers se fait principalement par adjudication publique, à Tunis, au profit d'un petit nombre d'exploitants (une cinquantaine dans le pays) ou d'entrepreneurs qui achètent des concessions forestières. Dans le cas de l'exploitation du bois et du liège, les parcelles à exploiter sont délimitées par la Direction générale des forêts à partir d'un procès-verbal d'aménagement. Dans le cas des autres produits forestiers (champignons, myrte...), le service forestier délivre au concessionnaire un droit d'exclusivité concernant la récolte du produit sur un territoire déterminé. Les recettes provenant de l'exploitation du liège représentent de loin la première source de revenus de la Régie d'exploitation forestière¹⁵.

L'exploitation des produits forestiers est une activité lucrative pour les entrepreneurs, le plus souvent originaires d'autres régions du pays, qui opèrent dans le domaine forestier de Khroumirie. L'analyse économique montre, par exemple, que la production de charbon de bois est susceptible de procurer en quelques mois une marge bénéficiaire supérieure à deux fois le montant de l'investissement initial de l'entrepreneur (achat du lot sur pied) et pouvant représenter plusieurs dizaines de milliers de dinars pour une superficie de 30 ha de maquis et de chêne (Stassen, 1989). Le coût total de la main-d'œuvre locale (récolte, carbonisation et mise en sac) représente dans l'exemple étudié environ 50 % du prix de vente du charbon « bord de route ».

La population locale est employée temporairement sur les chantiers forestiers, soit directement par la Direction générale des forêts pour la réalisation de différents travaux¹⁶, soit par des entrepreneurs privés (exploitation du bois

15. Ces recettes ont été de 9,2 millions de dinars (1 dinar tunisien = 0,45 € environ en mars 2016), soit 66 % du total en l'an 2000 (FAO, 2010).

16. Entretien des pistes forestières et des pare-feu, travaux d'égagement et d'entretien, exploitation en régie du liège et du bois...

et carbonisation¹⁷, récolte du myrte¹⁸, des champignons¹⁹, participation à des battues pour la chasse au sanglier...). Dans les deux cas, la main-d'œuvre locale peu qualifiée est employée à la tâche²⁰ ou à la journée. Les femmes participent parfois au travail (récolte du myrte...). Les rémunérations modestes (de 3,5 à 6 dinars par travailleur et par jour) représentent toutefois un apport en numéraire important dans l'économie familiale, représentant entre 10 et 30 % du revenu global des ménages. Les salaires des chantiers forestiers constituent la seule source de revenu salarié sur place et peuvent être répartis tout au long de l'année²¹.

La gestion forestière actuelle, à vocation principalement sylvicole, réduit les possibilités de développement agro-pastoral en limitant les surfaces disponibles pour l'agriculture. En outre, l'environnement forestier entraîne des déprédations spécifiques pour les cultures, dues à la faune sauvage²² (Bouju, 1997). En définitive, on peut dire que la constance et le volontarisme d'une politique forestière plus que centenaire ont influencé, dans une large mesure, la genèse des stratégies paysannes actuellement observées en Khroumirie.

B - Des usages multiples de la forêt par les populations locales

Bien que les prélèvements en forêt soient fortement restreints par la législation, ils n'en constituent pas moins, de par l'importance de l'exploitation illicite, une composante toujours essentielle des modes de vie et de production locaux.

En effet, les populations ne pourraient pas subsister sur place sans recourir à des prélèvements illicites sur les ressources forestières, compte tenu des faibles revenus qu'elles peuvent tirer de l'exploitation officielle de ces ressources et des difficultés rencontrées pour développer d'autres sources de revenus sur place : les possibilités sont quasiment réduites à l'agriculture, qui ne peut fournir que des revenus limités du fait de la faiblesse des superficies disponibles²³ et des multiples contraintes liées aux conditions du milieu (pentes fortes, sols médiocres, contraintes et aléas climatiques) et à l'enclavement.

17. Il s'agit de la fabrication artisanale du charbon de bois à partir d'essences de maquis et de chênes principalement.

18. Le myrte (*Myrtus communis*) est distillé sur place dans des alambics mobiles pour produire une huile aromatique utilisée pour ses propriétés médicinales et cosmétiques.

19. Les girolles et les cèpes, très abondants dans les forêts de Khroumirie lors des automnes pluvieux, sont récoltés et destinés principalement à l'exportation en Europe.

20. C'est-à-dire rémunérée selon la quantité récoltée ou produite (charbon).

21. En été, avec la récolte du liège et du myrte ; en automne et en hiver avec l'exploitation du bois, le charbonnage et le ramassage des champignons.

22. On peut citer les dégâts provoqués par le sanglier notamment, ainsi que par la chenille du chêne-liège (*Lymantria dispar*) sur les arbres fruitiers.

23. D'où l'importance également des défrichements illicites (photo 2) qui permettent d'étendre les

C'est ainsi que la fabrication clandestine de charbon de bois (photo 3), fortement réprimée par le Code forestier, est une pratique généralisée dans de nombreux *douars* de Khroumirie (Bouju *et al.*, 2016), où elle joue un rôle vital pour les populations. Le charbonnage clandestin peut ainsi représenter jusqu'à plus de la moitié des revenus monétaires des ménages lorsqu'il est pratiqué de façon intensive (Badinand, 1995).

**Photo 2 - Agrandissement des terres de cultures par défrichements progressifs.
Douar Anatria (imadat Aïn Snoussi) (cliché : S. Bouju, 1998)**

On peut citer également l'artisanat du bois (photo 4), qui s'est développé dans plusieurs *douars*, notamment à proximité de la petite ville touristique d'Aïn Draham, où il constitue l'activité principale de certains chefs de ménage. Cette activité repose souvent sur une base « semi-légale », incluant le paiement d'une autorisation de prélèvement pour une quantité de bois donnée, qui est généralement largement dépassée dans les faits.

surfaces cultivées, notamment à proximité des habitations. Ces défrichements peuvent permettre à certaines exploitations de doubler ou tripler leur surface agricole (Böhm, 1994). Chaque élargissement, qui peut atteindre plusieurs hectares, se fait généralement de nuit et est stratégiquement réparti sur plusieurs années, afin de ne pas dépasser le seuil au-delà duquel la verbalisation du délit par le garde forestier est inévitable. Dans le cas d'un terrain clôturé, la haie est déplacée au fur et à mesure pour accompagner l'extension de la superficie cultivable. Après le défrichement du maquis et du sous-bois et la création d'une clairière arborée rapidement mise en culture, des techniques spécifiques sont adoptées pour éliminer discrètement les arbres et éviter la verbalisation (Bouju *et al.*, 2016).

Mais de façon plus large, il faut souligner l'importance pour les populations des ressources forestières, qui non seulement fournissent des revenus (licites et illicites), mais également accompagnent le quotidien et tous les événements de la vie, du berceau (photo 5) au cercueil, en leur fournissant fourrage²⁴, bois de feu²⁵, bois de construction et de service²⁶, nourriture²⁷, pharmacopée²⁸ et bien d'autres produits encore qui font l'objet de multiples usages²⁹.

D'après la législation, la coupe de bois sur pied doit faire l'objet d'une demande d'autorisation payante au service forestier. Mais cette démarche est loin d'être systématique, et lorsqu'elle est faite, les prélèvements réels dépassent très largement les quantités autorisées.

En définitive, la forêt, omniprésente en Khroumirie, est pour les populations à la fois un obstacle au développement d'autres activités, notamment agricoles (c'est la raison pour laquelle elle fait l'objet de défrichements illicites), et une composante encore essentielle des systèmes de production locaux, des revenus, et de façon plus large des modes de vie locaux (Bouju *et al.*, 2016).

2 - Domination et dépendance

L'analyse de la situation forestière en Khroumirie amène à mettre en évidence les rapports de domination et de dépendance qu'entretiennent

24. Les parcours naturels, principalement forestiers, constituent la source d'alimentation essentielle et parfois unique du cheptel, surtout pour les caprins, mais également pour les ovins et même les bovins (photo 6). Or l'élevage est pratiqué par la quasi-totalité des familles et représente la principale source de revenu monétaire agricole dans la région.

25. Au total, la consommation de bois de feu (destiné au chauffage et à la cuisine, notamment pour la cuisson du pain) peut être estimée à environ six tonnes par ménage et par an, dont l'essentiel serait prélevé directement sur les ressources naturelles (Bouju, 1997), bien que légalement, seul le ramassage du bois mort « gisant sur le sol » soit autorisé par le Code forestier.

26. Construction et entretien des gourbis (habitat traditionnel qui coexiste encore souvent avec l'habitat en dur, voir photo 7), des abris pour cheptel, et des clôtures, confection d'outils, de cannes, de meubles, de paniers et d'ustensiles de cuisine (Bouju *et al.*, 2016).

27. Cueillette de baies et de fruits d'arbres et arbustes forestiers destinés à la consommation familiale (câpres, caroubes, arbouses, aubépines, boutons floraux du myrte, condiments) et à la commercialisation dans un cadre souvent illégal (pignons de pin, fruits du myrte et de l'azérolier). On peut citer également les ressources procurées par la chasse, qui est pratiquée souvent de façon illicite, elle aussi, par les populations locales, parallèlement à la chasse au sanglier organisée de façon officielle pour les touristes européens (Bouju *et al.*, 2016).

28. Parmi les espèces utilisées pour des usages médicaux, on peut citer notamment le lentisque, le myrte, le chêne zéen ou encore le genêt (Bouju *et al.*, 2016).

29. On peut citer en particulier le liège, qui fait l'objet de multiples usages par les populations locales : bouchons pour jarres, rouets, plaques de liège utilisées comme portes, ou encore pour consolider les toits ou pour servir de sièges rudimentaires ou de lits, canons de liège utilisés comme pots de fleurs, comme ruches traditionnelles ou comme berceaux (photo 5). Enfin, on peut citer d'autres usages divers des ressources forestières, comme le tanin des chênes zéen et liège (utilisé pour le tannage des peaux), la fabrication de mastic à base de lentisque ou de myrte, la bruyère comme litière sur les lits, ou encore l'utilisation d'un lit de feuilles de myrte sur la terre avant d'enterrer les morts.

**Photo 3 - Meule de charbon construite à proximité immédiate d'une habitation.
Douar Anatria (imadat Aïñ Snoussi) (cliché : S. Bouju, 1997)**

**Photo 4 - Artisan produisant des sculptures sur bois destinées au marché
touristique. Douar Lebga (imadat Tebainia) (cliché : S. Bouju, 1994)**

Photo 5 - Des canons de liège coupés en deux dans le sens de la longueur servaient de berceaux qui pouvaient ensuite être accrochés aux poutres du gourbi familial. Douar Anatria (imadat Aïn Snoussi) (cliché : M. Lioret, 2004)

Photo 6 - Troupeau mixte bovin-ovin-caprin pâture dans une clairière, à l'ouest de l'imadat Aïn Snoussi (cliché : S. Bouju, 1991)

Photo 7 - La construction et l'entretien des gourbis (habitat traditionnel) nécessitent des prélèvements importants en forêt : piliers, poutres, branchages, plaques de liège, etc. (à l'ouest de l'imadat Oued Zeen) (cliché : S. Bouju, 1993)

l'administration forestière et les populations. Les populations locales se trouvent en effet non seulement privées de droits collectifs sur un vaste territoire soumis à une loi forestière qui leur est imposée³⁰, mais elles sont aussi, nous l'avons vu, dominées économiquement, n'ayant accès qu'à une infime partie de la rente forestière légale. Ce rapport de domination se double d'un rapport de dépendance vis-à-vis de l'administration forestière, en tant qu'employeur sur les chantiers forestiers, et d'une manière plus générale vis-à-vis d'un État redistributeur et clientéliste (aides diverses, emplois, etc.). La main droite de l'État autoritaire, spoliatrice et coercitive est relayée par une main gauche plus douce, redistributive, qui a pour fonction d'équilibrer la ponction, et ceci dès la période coloniale. C'est ainsi que la politique des chantiers devient la garante de la paix sociale et de la survie économique des populations forestières coincées sur des terres de culture exiguës.

Dans ce contexte, la domination est intégrée, sinon acceptée, et la contestation hors de propos. Rares sont les personnes rencontrées qui mettent en cause ou critiquent ouvertement l'ordre forestier. « Le Code forestier

30. En Khroumirie, l'emprise spatiale de l'administration forestière est considérable, puisque le territoire soumis au régime forestier recouvre la quasi-totalité des délégations de Aïn Draham et Tabarka.

est bien comme ça... »³¹ ; à peine si certains regrettent « que le garde soit plus sévère qu'avant ». Le plus souvent, les relations avec le forestier sont résumées d'un laconique « ça va, il fait son travail... ». Personne n'est dupe cependant. La transgression du Code forestier et la vente clandestine des produits de la forêt (le charbonnage notamment) sont des activités quotidiennes et constituent de fait une porte de secours, le seul moyen pour la population de s'approprier une part supplémentaire de la rente forestière : « Il faut bien manger... ». Interrogés sur cette question, les forestiers « de terrain » (chefs de triage, gardes) reconnaissent à mots couverts l'importance des infractions et justifient, en quelque sorte, cet état de fait : « ici, les gens sont pauvres... ». Cela renvoie aux contradictions dans les objectifs de l'État, qui peut difficilement en même temps assumer une préservation stricte des espaces boisés, et mener la lutte contre les migrations des campagnes vers les villes. Dans ce contexte, les compromis locaux sur l'environnement sont inévitables.

3 - Le compromis tacite

On assiste ainsi à une forme de « légitimation de l'illégal » (Zamiti, 1993), à l'établissement d'un compromis, bien que jamais exprimé, entre le forestier et les populations, compromis qui s'impose d'autant plus facilement que le chef de triage dispose de peu de moyens pour surveiller efficacement l'intégralité de son territoire et que les gardes forestiers sont recrutés parmi les populations locales. Le plus souvent, le forestier « ferme un œil et ouvre l'autre » (Bénévise, 1998), comme en témoigne le nombre relativement limité de transactions et de procès-verbaux enregistrés : moins de cinq procès-verbaux enregistrés par an pour 1 000 ménages entre 1970 et 1995 dans six secteurs de la subdivision forestière d'Aïn Draham et une vingtaine de transactions enregistrées par an pour 1 000 ménages entre 1982 et 1995 (Manusset, 1995).

En définitive, la loi forestière est souvent contournée, non seulement par les usagers, mais aussi par ses propres représentants³². Les populations forestières sont rejetées dans l'illégalité, mais cette illégalité est tempérée par une tolérance de fait.

On constate d'ailleurs une tolérance accrue des forestiers lors des années difficiles (conditions climatiques extrêmes ou problèmes économiques comme en 2004, où la diminution du nombre de journées de chantiers forestiers

31. Les citations sont tirées des entretiens réalisés par F. Bénévise (1998).

32. Les gardes forestiers eux-mêmes utilisent les ressources forestières comme les autres habitants en enfreignant parfois eux aussi la législation.

proposées par l'État a été compensée par une augmentation de l'activité de charbonnage).

La situation aboutit donc à un compromis tacite, qui consiste à tolérer dans une certaine mesure les usages illicites des ressources par la population locale. Le Code forestier n'est pas respecté, mais les ressources forestières ne sont pas non plus en « accès libre ». Car il faut tout de même se cacher pour transgresser la loi. D'ailleurs, les habitants préfèrent pour certains renoncer à certaines pratiques illicites lorsqu'ils jugent le risque trop élevé, si bien qu'une sévérité accrue des forestiers se traduit généralement par une diminution des pratiques illicites.

Ce compromis présente à la fois des avantages et des inconvénients pour les deux types d'acteurs :

Les avantages du compromis

- Il permet aux forestiers de conserver leur mainmise sur la forêt, tout en tenant compte du contexte social, qui justifie une certaine tolérance nécessaire au maintien sur place des populations. Or, les forestiers ont aussi intérêt à ce maintien sur place des populations qui peuvent fournir une main-d'œuvre abondante et bon marché pour l'entretien et l'exploitation de la forêt et participer à la prévention des incendies.

- Il permet aux populations d'exploiter les ressources dont elles ont besoin, même si cela se fait dans un cadre illégal. Ce caractère illégal a d'ailleurs l'avantage, dans un contexte de concurrence entre les ménages, de restreindre l'exploitation des ressources par les autres usagers.

Les inconvénients du compromis

Ce compromis empêche une réelle politique de gestion des ressources, ce qui se traduit par divers inconvénients.

Le caractère illicite de nombreuses pratiques, pas forcément néfastes par nature, entraîne des choix dans l'usage du milieu qui ne sont guère rationnels d'un point de vue sylvicole, agronomique ou environnemental (Bouju *et al.*, 2016). Par exemple, le choix des emplacements pour le charbonnage est guidé par un souci de discrétion, en privilégiant les sites éloignés des *douars*, des pistes, et des postes forestiers. Cela se traduit par la dégradation de certaines zones par des coupes massives, alors qu'une meilleure répartition pourrait contribuer à l'inverse à la régénération forestière. De même, les parcelles défrichées ne sont pas en général les plus aptes à la mise en culture, mais les plus propices à l'élargissement progressif et discret des clairières (Böhm, 1994).

Bien que la situation écologique de cette région boisée ne soit pas, objectivement, des plus préoccupantes, on peut dire que la forêt paie le prix de la paix sociale. Si l'on ne peut pas parler d'un recul tangible du couvert forestier au cours des dernières décennies, d'après l'évolution des surfaces³³, on assiste cependant à une « mattoralisation »³⁴ progressive de la forêt. La tendance globale se traduit en effet par une évolution progressive vers des formations végétales moins denses, avec un éclaircissement du couvert forestier, mais également de la strate arbustive et du maquis, qui deviennent moins hauts et moins denses, et l'on peut s'interroger sur le renouvellement de certaines formations végétales (Bouju *et al.*, 2016).

Si le « compromis » rend acceptable une législation forestière socialement inapplicable, il aboutit aussi à l'impossibilité d'une gestion rationnelle de la forêt ; or il s'agit de l'objectif premier du Code forestier et ce constat est susceptible, à lui seul, de remettre en cause la politique forestière de l'État. À quoi sert en effet une loi qui n'est pas respectée ? D'une manière insidieuse, la situation forestière ne contribue-t-elle pas au dénigrement de l'État de droit ? C'est ce que suggèrent nos analyses. Nous pensons que la multiplication des compromis locaux devient un obstacle important à une véritable intégration nationale. Comme le souligne Hamzaoui (1993), « accepter la propriété dans les faits et l'interdire dans le droit est une manière de marginaliser le droit ».

III - Les enjeux et les difficultés de la mise en place de structures de gestion collectives : de la domination à la négociation

De nouvelles stratégies forestières ont émergé timidement à la fin des années 1980 dans un contexte d'ajustement structurel et de désengagement de l'État. Elles appellent la participation active des populations en matière de gestion forestière. La révision du Code forestier réalisée en 1988 a en effet prévu la possibilité pour les usagers des forêts de se regrouper en associations forestières d'intérêt collectif (AFIC) pour « participer à la protection et au développement du domaine forestier et à l'exploitation des ressources forestières ». Mais de quelle participation s'agit-il au juste ? Dans quelles conditions, ces nouvelles formes de gestion participatives peuvent-elles

33. En effet, la comparaison du couvert forestier entre le début du xx^e siècle (d'après les cartes topographiques de 1922 à 1930) et la fin du xx^e siècle (d'après l'image satellite de 1996) permet de mettre en évidence l'ampleur limitée du recul du couvert forestier pour la zone étudiée en Khroumirie orientale : -8,8 % en 70 ans (Gardin, 2004).

34. Transformation des forêts denses en formations plus ouvertes (forêts claires et maquis arborés).

fonctionner au Maghreb et en Tunisie en particulier ? Dans quelle mesure, pourront-elles contribuer à la gestion soutenable de la forêt ?

Les AFIC n'ont été promulguées par décret qu'en 1996. Ensuite rebaptisées GFIC (Groupements forestiers d'intérêt collectif), elles consistent à impliquer collectivement les populations dans la gestion et l'exploitation des ressources forestières et à les « responsabiliser » pour asseoir une gestion plus efficiente de la forêt.

Il faut d'abord souligner l'intérêt que représente cette nouvelle démarche comme réponse aux difficultés précédemment exposées, pouvant contribuer à la fois à la préservation de la forêt et au développement économique de la région. Ainsi, on peut penser qu'une meilleure répartition des revenus de l'exploitation forestière pourrait conduire à une meilleure rémunération des populations locales et favoriser l'émergence d'une gestion collective des ressources forestières. Si les populations étaient véritablement associées à la prise de décision (à travers des plans d'aménagement participatifs par exemple), la gestion forestière pourrait s'orienter vers des objectifs multiples (sylvicoles, mais également agro-pastoraux).

Mais en remettant en cause le compromis précédemment évoqué entre forestiers et paysans, ce projet est en réalité de nature à effrayer aussi bien les forestiers de terrain (qui craignent de ne pas maîtriser la situation), que les populations qui s'étaient accommodées d'une législation qu'elles ont appris à contourner et qui voient dans ces nouvelles structures le risque d'une situation plus contraignante. Ainsi, certaines réticences ont pu être relevées dans les deux camps lors des entretiens réalisés au début de la mise en place des AFIC (Bénévise, 1998). Par conséquent, un travail de longue haleine semble nécessaire pour faire évoluer progressivement les structures et les mentalités. La sensibilisation et la formation aussi bien des forestiers que des populations locales s'avère un préalable nécessaire à la conception de nouvelles méthodes de travail basées sur la collaboration et la négociation.

La contrainte majeure à laquelle est confronté ce projet réside dans les difficultés d'organisation collective des populations, qui constituent la principale pierre d'achoppement des projets de développement qui ont tenté de mettre en œuvre une approche dite participative dans cette région (Bouju et Saïdi, 1996).

En 2003, les structures ainsi créées (à l'initiative d'organismes publics, para-publics ou d'ONG associées à des organismes publics) étaient encore seulement au nombre de 28 opérationnelles et 11 en formation (Gardin, 2004), ne regroupant au total que 4 564 adhérents sur les 800 000 usagers des forêts recensés par l'administration.

Comment responsabiliser collectivement les populations et aboutir à une gestion patrimoniale des ressources après plus d'un siècle de « dirigisme forestier » ? C'est là le véritable enjeu pour ces structures participatives, au-delà des préoccupations procédurières qui ont dans un premier temps accaparé la réflexion.

En effet, on peut supposer que la politique forestière, menée en privant les populations khroumires dispersées géographiquement d'une possibilité de gestion commune des ressources, a contribué à l'évolution sociale observée dans la région, caractérisée par l'individualisation des stratégies et par l'exacerbation de la concurrence entre les familles dans un contexte de précarité généralisée (Bouju et Saïdi, 1996 ; Bouju, 2016b ; Saïdi, 2016). Confrontées à la faible productivité de l'agriculture et à la restriction de l'exploitation des ressources forestières, les stratégies paysannes privilégient le travail rémunéré des membres du ménage, juxtaposant plusieurs sources de revenu (élevage, chantiers forestiers, charbonnage, émigration temporaire, aides sociales). Ces stratégies « de survie » parviennent très rarement à accumuler le capital nécessaire pour sortir de la précarité. De plus, on peut mettre en évidence une « crise de l'action collective » (Saïdi, 2016), qui se manifeste par l'absence d'espace d'expression et de toute instance représentative de la population.

Cette situation constitue aujourd'hui une série d'obstacles à la mise en place d'une gestion participative en matière de gestion forestière. Il faut évoquer également les difficultés financières auxquelles ces GFIC ont été confrontés. Suite à des entretiens réalisés en 2006, Aude-Annabelle Canesse (2014) considère que « les GFIC risquent d'exister sur le plan légal sans pour autant être opérationnels : sans les fonds nécessaires, ils ne peuvent entreprendre aucune activité, y compris l'exécution de travaux d'entretien forestier pour le compte de l'administration ». Un rapport de la FAO (Helal *et al.*, 2007) souligne également la rigidité et l'inadaptation du cadre juridique et réglementaire³⁵, « malgré l'avancée enregistrée sur le plan d'évolution du cadre juridique pour promouvoir l'intégration des populations forestières dans la gestion de l'espace forestier, les réalisations ont révélé des faiblesses et inadaptations qui freinent leur organisation et leur participation », et constate que « les GFIC manquent de motivation et dépendent de la dynamique initiée par les acteurs externes ». Ce constat est confirmé par un rapport récent réalisé dans le cadre du Plan Bleu (Ben Boubaker, 2016) qui remarque que la pratique de l'approche participative, matérialisée par l'organisation de la population, cesse avec l'achèvement des projets initiateurs et que la durabilité de la dynamique de développement et de gestion des ressources naturelles

35. Notamment le statut de ces institutions ne leur permet pas de bénéficier de contrats de gestion des ressources forestières donnant lieu à des recettes.

n'est pas assurée. Par ailleurs, le mode d'organisation spécifique que représentaient les GFIC a été remplacé par un mode d'organisation prévoyant la généralisation du statut unique de Groupement de développement agricole (GDA) indépendamment de la nature des ressources autour desquelles devrait être opérée l'organisation des usagers, ce qui a limité le champ d'action des usagers des forêts et leur implication dans le processus de gestion concertée des ressources forestières.

Lors de la mise en place de cette nouvelle approche visant à impliquer les populations dans la gestion des forêts, nous avons la crainte que les AFIC restent des coquilles vides, ou, pire, des leurres de démocratie dans un contexte politique où la tutelle de l'État était omniprésente³⁶ et où le clientélisme politique était de règle (Auclair, Bénévise et Bouju, 1998).

En 2016, force est de constater que les nouvelles structures créées ne sont pas parvenues à changer les modalités de la gestion forestière déjà en place³⁷ et on peut considérer que leur création s'inscrit plutôt dans le cadre des ajustements généraux de l'intervention publique, ajustements qui font de moins en moins intervenir les cadres institutionnels classiques des administrations sectorielles et de plus en plus les réseaux parallèles du pouvoir dans la société civile. L'observation sur le terrain et dans les urnes de l'élection à l'assemblée constituante de 2010 a pu le montrer de manière convaincante : dans le milieu rural en général, et particulièrement en Khroumirie, bureau par bureau, les suffrages se sont portés sur des édiles locaux, des notables choisis pour leur capacité à mobiliser des soutiens politiques, et dont les couleurs politique et religieuse étaient d'une importance secondaire.

Malgré tout, la Direction générale des forêts continue d'afficher pour objectif la mise en œuvre d'un processus de développement partenarial participatif et intégré, comme en témoigne la nouvelle stratégie de développement et de gestion durable des forêts et des parcours 2015-2024 (Ben Boubaker, 2016). Il s'agit d'une part « d'impliquer et responsabiliser réellement les usagers des forêts dans une dynamique de cogestion efficace et durable des ressources forestières et pastorales compatible avec la réhabilitation, la préservation et la valorisation de ces ressources » et d'autre part « d'instaurer une bonne gouvernance locale des biens, services et valeurs que recèlent ces

36. Le gouverneur devant notamment contrôler et ratifier toute décision importante, comme l'élection du conseil d'administration. C'est lui qui valide les statuts de l'association et la liste de ses membres. Par ailleurs, un rapport d'activité doit être remis chaque année au gouvernorat, qui peut mettre fin à l'expérience si elle ne lui semble pas répondre aux objectifs visés.

37. Comme le souligne le rapport du Plan Bleu : « le cadre juridique actuel n'est pas propice à la mise en place d'un mode de gouvernance local des forêts qui aurait pour finalité de faire des usagers de véritables partenaires de développement du secteur forestier. Ceci étant renforcé par le fait qu'actuellement, les usagers n'ont pas accès aux ressources forestières afin d'en tirer profit économiquement » (Ben Boubaker, 2016).

ressources ». Pour concrétiser ces nouvelles orientations stratégiques, la DGF est en train d'engager un processus d'adaptation du cadre institutionnel, socio-institutionnel et juridique. Une opération pilote a été conçue dans ce contexte dans la forêt de Tegma à l'ouest de la Khroumirie afin de mettre en place un mode de cogestion du chêne-liège, de manière à rationaliser l'exploitation et la valorisation de ce produit forestier (Ben Boubaker, 2016).

Conclusion

Malgré les intentions affichées par la Direction générale des forêts d'impliquer les populations dans la gestion des forêts à partir des années 1990, la situation n'a guère évolué en vingt ans. La difficulté reste aujourd'hui encore de trouver les moyens permettant de mettre en œuvre sur le terrain cette nouvelle approche, dont l'avenir repose, dans une large mesure, sur la volonté politique de l'État et sur sa capacité d'intervenir sur le long terme, en créant de réels espaces de négociation en matière de gestion forestière, espaces dans lesquels les populations locales deviendraient un interlocuteur à part entière. Ce qu'on a pu appeler un temps « révolution tunisienne » n'a pas fondamentalement changé la donne. Dans le cadre de ces négociations, la répartition de la rente forestière légale doit encore aujourd'hui être reconsidérée en faveur des populations locales, face au corporatisme des forestiers et au puissant lobby des entrepreneurs. Placer la négociation de la rente forestière au cœur du débat est sans doute le meilleur gage de réussite, permettant de créer les conditions d'émergence d'une responsabilité collective en rupture avec le cercle « domination-dépendance » dans lequel les populations sont actuellement enfermées.

Les enjeux de la remise en cause d'une politique de gestion forestière plus que centenaire et solidement ancrée dans les esprits ont été clairement perçus et réaffirmés par l'administration forestière, mais cette dernière sera-t-elle capable d'aller jusqu'au bout de la démarche et d'en assumer toutes les conséquences ? L'avenir de la forêt et des populations khroumires dépend, dans une large mesure, de la capacité des forestiers à relever ces différents défis, dont les enjeux paraissent encore plus importants aujourd'hui dans le contexte post-révolution, qui a entraîné une remise en cause globale des modèles de développement local et régional. Comme le souligne le rapport du Plan Bleu réalisé dans le cadre de l'opération pilote de la forêt de Tegma, les « changements induits par le contexte post-révolution ont mis en évidence le besoin de relancer la pratique d'une véritable approche participative et intégrée sur des bases solides, notamment en matière de bonne gouvernance et d'implication effective des populations » (Ben Boubaker, 2016). En effet,

la population est aujourd'hui très exigeante et veut obtenir des solutions immédiates à des problèmes majeurs (emploi, amélioration des infrastructures, création de sources de revenus) et les habitants de la forêt considèrent que leurs intérêts ne sont pas pris en compte dans le mode de gestion actuel des ressources forestières. L'amplification des délits de toute nature (défrichement, abattage des arbres, incendies...) témoigne de ce mécontentement et de cette attitude. Ces constats récents montrent bien l'impasse à laquelle est arrivée la politique forestière héritée du modèle colonial ainsi que la nécessité, qui est plus que jamais d'actualité, de reconsidérer totalement cette politique et les modes de relation entre les forestiers et les populations, ce que n'ont pas permis jusqu'à présent les premières tentatives d'approche participative.

Bibliographie

Algérie, Direction des forêts, 1931 - *Les forêts de la Tunisie*. Bourg : Imprimerie Victor Berthod, 183 p.

Auclair L., 1998 - « Les ressources sylvopastorales au Maghreb : structure segmentaire et appropriation communautaire ». In : G. Rossi, P. Lavigne Delville et D. Narbeburu (dir.), *Sociétés rurales et environnement, gestion des ressources et dynamiques locales au Sud*. Paris/Talence : Karthala/Gret, Regards « Économie et développement », p. 123-140.

Auclair L., Bénévise F. et Bouju S., 1998 - « Paysans et forestiers en Khroumirie (Nord-Ouest tunisien) : de la domination à la participation ? ». In : II^e rencontre *Dynamique sociale et environnement. Pour un dialogue entre chercheurs, opérateurs et bailleurs de fonds*, Bordeaux, 9-11 septembre 1998, 10 p.

Badinand V., 1995 - *Étude des systèmes de production d'un douar de Kroumirie (Tunisie)*. Mémoire de diplôme d'agronomie tropicale (DAT), CNEARC - Montpellier, DYPEN/Travaux et recherches n° 6, IRD Tunis, 69 p. + cartes et annexes.

Ben Boubaker A., 2016 - *Améliorer la gouvernance des espaces boisés méditerranéens à travers la mise en œuvre de démarches participatives. Bassin versant de Barbara, Tunisie*. Rome : FAO, rapport technique dans le cadre du projet « Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux », avril 2016, 53 p.

Bénévise F., 1998 - *Populations, forêt et forestiers : le cas de la Khroumirie (Nord-Ouest de la Tunisie)*. Mémoire de DEA Environnement : ETES (Temps, Espace, Sociétés), dir. Georges Dupré, Université d'Orléans/IRD-ERMES, 78 p. + annexes.

Ben Miloud E. et Gammar A.M., 2005 - « L'impact anthropique sur la végétation dans le secteur forestier de Tebeinia-Atatfa (Khroumirie) ». In : Colloque *La gestion des ressources naturelles du local au global : dynamique*

environnementale, pratiques et représentations paysannes et impact des politiques publiques, Bordeaux, 27-29 septembre 2005.

Böhm M., 1994 - *L'homme et l'espace dans le henchir Sidi Gouider (Ain Snoussi, Tunisie)*. Rapport de fin de stage, Université de Provence-IUP Génie de l'Environnement, Université Aix-Marseille I, DYPEN/Travaux et recherches n° 1, 43 p. + cartes et annexes.

Bouju S., 1997 - *Le développement durable en questions : regards croisés Nord-Sud sur deux régions de montagne méditerranéennes en France (Préalpes de Digne) et en Tunisie (Khroumirie)*. Thèse de doctorat de géographie : Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1997, 3 vol., 448 p. + annexes.

— (**dir.**), 2016a - *La gestion des ressources du local au global : pratiques agro-sylvo-pastorales et impacts des politiques publiques, à partir d'études de cas en Tunisie et au Niger*. Paris : Éditions Publisud, 422 p.

—, 2016b - « La Khroumirie : les spécificités d'une région tunisienne boisée et densément peuplée ». In : S. Bouju (dir.), *La gestion des ressources du local au global : pratiques agro-sylvo-pastorales et impacts des politiques publiques, à partir d'études de cas en Tunisie et au Niger*. Paris : Éditions Publisud, p. 33-62.

— **et al.**, 2016 - « Ressources forestières et pratiques agro-sylvo-pastorales : comment revisiter la notion de dégradation écologique en Khroumirie ». In : Bouju S. (dir.), *La gestion des ressources du local au global : pratiques agro-sylvo-pastorales et impacts des politiques publiques, à partir d'études de cas en Tunisie et au Niger*. Paris : Éditions Publisud, p. 75-139.

Bouju S. et Saïdi M.R., 1996 - « Le développement rural en Khroumirie (Tunisie) : logiques paysannes et logiques des projets ». In : Elloumi M. (dir.), *Politiques agricoles et stratégies paysannes au Maghreb et en Méditerranée occidentale*. Tunis : Éditions Alif/IRMC, p. 360-390.

Canesse A.A., 2014 - *Les politiques de développement en Tunisie. De la participation et de la gouvernance sous l'ère Ben Ali*. Paris : Éditions des archives contemporaines, 273 p.

Daly Hassen H., 1997 - « Les perspectives de l'offre et de la demande de bois rond industriel à l'horizon 2015 ». In : *Symposium international sur les ressources naturelles, Centenaire de l'INAT*. Tunis, novembre 1997, 13 p.

Food and agriculture organization of the united nations (FAO), 2010 - *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010. Rapport national Tunisie*. Rapport FRA2010/213, Rome : FAO, Département des Forêts, 57 p.

Gardin J., 1997 - *Les relations populations locales - État à travers l'organisation de l'espace en Kroumirie*. Mémoire de DEA en géographie : Sciences sociales et sociétés rurales, Paris X-Nanterre, DYPEN/Travaux et recherches n° 16, Tunis : IRD, 108 p.

——, 2004 - *La forêt et l'État. Politique environnementale et contrôle social des populations rurales en Tunisie*. Thèse de doctorat de géographie : Université Paris X-Nanterre, mars 2004, 549 p.

——, 2016 - « La politique forestière et ses conséquences sur la gestion des ressources agro-sylvo-pastorales en Khroumirie ». In : Bouju S. (dir.), *La gestion des ressources du local au global : pratiques agro-sylvo-pastorales et impacts des politiques publiques, à partir d'études de cas en Tunisie et au Niger*. Paris : Éditions Publisud, p. 267-297.

Hamzaoui S., 1993 - « Sociologie des délits en milieu forestier ». In : *Problèmes socio-économiques de la forêt du Nord-Ouest de la Tunisie : la Khroumirie*, Cahiers du Centre d'études et de recherches économiques et sociales (CERES), Tunis, (« Série géographique », n° 8), p. 73-110.

Helal S., Mc Connell R. et So T.P., 2007 - *Relier les programmes forestiers nationaux aux stratégies de réduction de la pauvreté. Cas de la Tunisie*, Rome : FAO, Département des Forêts, 37 p.

Manusset S., 1995 - *Les délits forestiers en Kroumirie de 1970 à 1995 (Tunisie du Nord-Ouest)*, Rapport de stage, Laboratoire Population-environnement, Aix-Marseille I, DYPEN/Travaux et recherches, n° 3, Tunis : IRD, 50 p.

Saïdi M.R., 2016 - « Les Khmirs : entre crise sociale et solidarités électives ». In : Bouju S. (dir.), *La gestion des ressources du local au global : pratiques agro-sylvo-pastorales et impacts des politiques publiques, à partir d'études de cas en Tunisie et au Niger*. Paris : Éditions Publisud, p. 231-245.

Sandberg A., 1994 - « Gestion des ressources naturelles et droits de propriété dans le Grand Nord norvégien : éléments pour une analyse comparative ». *Nature-Sciences-Sociétés*, vol. 2, n° 4, 1994, p. 323-333.

Stassen H., 1989 - *Biomass fuel in Tunisia*. Biomass Energy Group, University of Twente, Tunis : Banque mondiale, 85 p.

Zamiti K., 1993 - « Le pastoralisme forestier ». In : *Problèmes socio-économiques de la forêt du Nord-Ouest de la Tunisie : la Khroumirie*, Cahiers du Centre d'études et de recherches économiques et sociales (CERES), Tunis, (« Série géographique », n° 8), p. 33-45.